

Jacques Robert
Henri Oberdorff

Libertés
fondamentales
et droits
de l'homme

Textes français
et internationaux

2^e édition



Montchrestien

Table des matières

Introduction du recueil	V
I. — Les sources fondamentales des Droits de l’Homme et des Libertés publiques	3
A. — Les sources nationales	5
N° 1 Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen du 26 août 1789..	5
N° 2 Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946	6
N° 3 Constitution du 4 octobre 1958.....	8
B. — Les sources internationales	23
1. Les sources européennes	23
N° 4 Convention européenne de sauvegarde des Droits de l’Homme et des Libertés fondamentales du 4 novembre 1950.....	23
N° 4-1 Protocole additionnel à la Convention, du 20 mars 1952.....	33
N° 4-2 Protocole n° 2 à la Convention, du 6 mai 1963.....	34
N° 4-3 Protocole n° 3 à la Convention, du 6 mai 1963.....	35
N° 4-4 Protocole n° 4 à la Convention, du 16 septembre 1963.....	36
N° 4-5 Protocole n° 5 à la Convention, du 20 janvier 1966.....	38
N° 4-6 Protocole n° 6 à la Convention, concernant l’abolition de la peine de mort, du 28 avril 1983.....	39
N° 4-7 Protocole n° 7 à la Convention, du 22 novembre 1984.....	40
N° 4-8 Protocole n° 8 à la Convention, du 19 mars 1985	43
N° 4-9 Protocole n° 9 à la Convention, du 6 novembre 1990.....	45
N° 4-10 Protocole n° 10 à la Convention, du 25 mars 1992	46
N° 4-11 Protocole n° 11 à la Convention, du 11 mai 1994.....	47
N° 5 Convention européenne d’extradition du 13 décembre 1957	56
N° 6 Charte sociale européenne du 18 octobre 1961	64
N° 6-1 Protocole additionnel à la Charte, du 5 mai 1988	78
N° 6-2 Protocole portant amendement à la Charte, du 21 octobre 1991..	82

N° 7 Accord européen concernant les personnes participant aux procédures devant la Commission et la Cour européenne des Droits de l'Homme du 6 mai 1969	85
N° 8 Convention européenne pour la répression du terrorisme du 28 janvier 1977.....	89
N° 9 Convention européenne pour le traitement des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel du 28 janvier 1981	93
N° 10 Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du 21 mars 1983.....	101
N° 11 Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes du 24 novembre 1983	108
N° 12 Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du 26 novembre 1987.....	112
2. Les sources communautaires	116
N° 13 Traité de Rome instituant la Communauté européenne du 25 mars 1957.....	116
N° 13-1 La citoyenneté de l'Union européenne.....	116
N° 13-2 La libre circulation des travailleurs dans la Communauté européenne.....	117
N° 13-3 Le droit de pétition et le médiateur	117
N° 14 Convention du 19 juin 1990 d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes (extraits)	118
N° 15 Les finalités du Traité sur l'Union européenne du 7 février 1992 (extraits)	161
3. Les sources des Nations Unies	165
N° 16 Constitution de l'Organisation internationale du travail. L'application des conventions et des recommandations de l'O.I.T. (extraits).....	165
N° 17 Déclaration universelle des Droits de l'Homme de 1948.....	167
N° 18 Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948.....	170
N° 19 Convention internationale sur l'élimination de toutes formes de discrimination raciale du 21 décembre 1965.....	173
N° 19-1 Déclaration d'acceptation du recours individuel prévue à l'article 14 de cette Convention internationale	182
N° 20 Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.....	182
N° 20-1 Protocole facultatif se rapportant à ce pacte international	195

N° 21 Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels du 19 décembre 1966	198
N° 22 Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes du 1 ^{er} mars 1980.....	205
N° 23 Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels et inhumains du 10 décembre 1984.....	215
N° 24 Convention relative aux Droits de l'Enfant du 26 janvier 1990	225
N° 25 La loi du 2 janvier 1995 portant adaptation de la législation française aux dispositions de la résolution 827 du Conseil de sécurité des Nations Unies instituant un tribunal international en vue de juger les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991	238
II. — Le régime juridique des libertés publiques.....	243
1. L'administration consultative des Droits de l'Homme.....	245
N° 26 La Commission consultative des Droits de l'Homme.....	245
N° 27 La Commission consultative de l'action humanitaire.....	247
2. La liberté individuelle, la sûreté personnelle, la justice, la police	251
1. L'autorité juridictionnelle.....	251
N° 28 Le statut de la magistrature. Ordonnance modifiée du 22 décembre 1958 portant loi organique (extraits)	251
N° 29 Le Conseil supérieur de la magistrature. Loi organique n° 94-100 du 5 février 1994 (extraits).....	254
N° 30 Les règles garantissant l'indépendance des membres des tribunaux administratifs. Loi n° 86-14 du 6 janvier 1986 (extraits)	258
N° 30-1 Loi n° 87-1127 du 31 décembre 1987 portant réforme du contentieux administratif (extraits).....	259
2. L'autorité policière et la déontologie.....	260
N° 31 Code de déontologie de police nationale. Décret n° 86-592 du 18 mars 1986.....	260
N° 32 Loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité (extraits).....	262
3. L'accès à la justice et au droit	264
N° 33 Loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique (extraits)	264
4. La présomption d'innocence.....	269
N° 34 L'article 9-1 du Code civil.....	269
5. Les contrôles et vérifications d'identité.....	270
N° 35 Les articles 78-1 à 78-5 du Code de procédure pénale.....	270
6. La garde à vue	273

N° 36-1 La garde à vue pour les enquêtes sur crimes et flagrans délits : les articles 63 à 65 du Code de procédure pénale.....	273
N° 36-2 La garde à vue dans le cadre de l'enquête préliminaire : les articles 77 à 78 du Code de procédure pénale	275
N° 36-3 La garde à vue dans le cadre d'une commission rogatoire : l'article 154 du Code de procédure pénale	276
N° 36-4 La garde à vue dans le cadre de la lutte contre le terrorisme : les articles 706-23 et 706-24 du Code de procédure pénale	277
7. Le secret de l'instruction	278
N° 37 L'article 11 du Code de procédure pénale	278
8. Le contrôle judiciaire et la détention provisoire.....	279
N° 38-1 L'article 137 du Code de procédure pénale relatif au contrôle judi- ciaire et de la détention provisoire	279
N° 38-2 Les articles 138 à 140 du Code de procédure pénale relatifs au contrôle judiciaire	279
N° 38-3 Les articles 144 à 148 du Code de procédure pénale relatifs à la détention provisoire	281
N° 38-4 L'indemnisation à raison d'une détention provisoire : les articles 149 à 150 du Code de procédure pénale	284
N° 38-5 L'exécution de la détention provisoire : les articles 714 à 716 du Code de procédure pénale	285
9. L'exécution des peines privatives de liberté	286
N° 39 Les articles 716-1 à 716-6 du Code de procédure pénale.....	286
10. L'internement des aliénés	287
N° 40 Les articles L. 343 et L. 344 du Code de la santé publique	287
11. Les atteintes à la liberté individuelle par une autorité publique	288
N° 41 Les articles 432-4 à 432-6 du nouveau Code pénal	288
3. L'égalité et la non-discrimination	289
1. La répression des discriminations	289
N° 42 Les articles 225-1 à 225-4 et l'article 432-7 du nouveau Code pénal	289
2. Les droits de la femme : l'égalité professionnelle.....	291
N° 43-1 Les articles L. 123-1, L. 140-2 à L. 140-4, L. 330-2 et L. 432-3-1 du Code du travail	291
N° 43-2 L'article 6 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.....	293
N° 43-3 L'article 21 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires de la fonction publique d'État.....	293
3. Les droits de l'étranger.....	294

N° 44 Les articles 11 et 14 du Code civil.....	294
N° 45 Loi du 10 mars 1927 relative à l'extradition des étrangers.....	294
N° 46 L'ordonnance modifiée du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France	300
N° 47 Loi n° 91-715 du 13 juillet 1991 relative à l'ouverture de la fonction publique française aux ressortissants communautaires	323
N° 48 Décret n° 94-211 du 11 mars 1994 réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants des États de la Communauté européenne bénéficiaires de la libre circulation des personnes	324
N° 49 Loi n° 94-104 du 5 février 1994 relative à l'exercice par les citoyens de l'Union européenne du droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen	330
4. Le respect de la vie privée	333
1. Le principe du respect de la vie privée	333
N° 50 Le droit au respect de la vie privée : l'article 9 du Code civil.....	333
N° 51 La répression des atteintes à la vie privée et à la représentation de la personne : les articles 226-1 à 226-9 du nouveau Code pénal	333
2. L'inviolabilité du domicile	335
N° 52 L'article 76 de la Constitution du 22 frimaire an VIII.....	335
N° 53 Les atteintes à l'inviolabilité du domicile : l'article 432-8 du nouveau Code pénal	335
3. Le régime des perquisitions et des visites domiciliaires.....	336
N° 54-1 Les perquisitions dans le cadre des enquêtes relatives aux crimes et délits flagrants : les articles 56 à 59 du Code de procédure pénale	336
N° 54-2 Les perquisitions dans le cadre de l'enquête préliminaire : l'article 76 du Code de procédure pénale.....	337
N° 54-3 Les perquisitions dans le cadre de l'instruction : les articles 93 à 96 du Code de procédure pénale.....	337
4. Le secret des correspondances et des télécommunications	339
N° 55-1 Les atteintes au secret des correspondances : les articles 226-15 et 432-9 du nouveau Code pénal	339
N° 55-2 Loi n° 91-646 du 10 juillet 1991 relative au secret des correspondances émises par la voie des télécommunications.....	339
5. Le secret professionnel.....	345
N° 56 Les atteintes au secret professionnel : les articles 226-13 et 226-14 du nouveau Code pénal	345
6. L'informatique, les fichiers et les libertés.....	346
N° 57-1 Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	346

N° 57-2 Loi n° 94-548 du 1 ^{er} juillet 1994 relative au traitement de données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé et modifiant la loi n° 78-17 du 6 janvier relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	354
N° 57-3 Les atteintes aux droits de la personne résultant des fichiers ou des traitements informatiques : les articles 226-16 à 226-24 du nouveau Code pénal	357
7. La prévention de l'insécurité et la vidéosurveillance	359
N° 58. Les dispositions de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1985 d'orientation sur la sécurité relatives à la prévention de l'insécurité.....	359
5. La liberté de conscience	361
1. La séparation des Églises et de l'État	361
N° 59-1 Loi du 9 décembre 1905 sur la séparation des Églises et de l'État	361
N° 59-2 Loi du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes.....	365
2. L'objection de conscience.....	367
N° 60 Le service national des objecteurs de conscience : les articles 116-1 à 116-8 du Code du service national	367
6. La liberté de l'enseignement	369
1. L'obligation scolaire.....	369
N° 61 Les articles 7 et 8 de la loi n° 46-1151 du 22 mai 1946 modifiant celle du 28 mars 1882 qui rend l'enseignement obligatoire et laïc	369
2. L'État et l'enseignement privé	370
N° 62 Loi n° 59-1557 du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements de l'enseignement privé	370
N° 63 Loi n° 94-51 du 21 janvier 1994 relative aux conditions d'aide aux investissements des établissements d'enseignement privés par les collectivités territoriales (extraits)	370
3. L'indépendance de l'enseignement et de la recherche universitaires	372
N° 64 Loi n° 84-52 du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur (extraits)	372
7. La dignité de la personne humaine, le corps humain	373
1. La déontologie médicale et l'éthique.....	373
N° 65 Décret n° 95-1000 du 6 septembre 1995 portant Code de déontologie médicale	373
N° 66 Décret modifié n° 83-132 du 23 février 1983 sur le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé.....	375
2. L'interruption volontaire de grossesse	378
N° 67 Loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse (extraits) et articles L. 162-1 à L. 162-12 du Code de la santé publique.....	378

3. Le respect du corps humain et les progrès médicaux.....	382
N° 68 Loi n° 88-1138 du 20 décembre 1988 relative à la protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales.....	382
N° 68-1 Loi n° 94-630 du 25 juillet 1994 modifiant celle de 1988.....	388
N° 69 Loi n° 94-653 du 29 juillet 1994 relative au respect du corps humain	391
N° 70 Loi n° 94-654 du 29 juillet 1994 relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale et à la procréation médicalement assistée.....	399
4. La répression de la provocation au suicide.....	417
N° 71 Les articles 223-13 à 223-15 du nouveau Code pénal.....	417
8. La liberté de la presse, de la communication audiovisuelle et du spectacle.....	419
1. La liberté de la presse.....	419
N° 72-1 Loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.....	419
N° 72-2 Loi du 16 juillet 1949 sur les publications destinées à la jeunesse	426
N° 72-3 Loi n° 86 897 du 1 ^{er} août 1986 portant réforme du régime juridique de la presse.....	426
2. La liberté de communication audiovisuelle.....	430
N° 73-1 Loi modifiée n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (extraits).....	430
N° 73-2 Les dispositions restées en vigueur de la loi n° 82-652 du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle relatives au droit de réponse..	460
3. La liberté des spectacles.....	462
N° 74 Ordonnance n° 45-2339 du 13 octobre 1945 relative aux spectacles (extraits).....	462
N° 75 Les articles 19, 20 et 22 du Code de l'industrie cinématographique	463
N° 76 Ordonnance n° 59-28 du 5 janvier 1959 réglementant l'accès des mineurs à certains établissements (extraits).....	464
9. Les droits des administrés face à l'administration.....	465
1. Le Médiateur de la République.....	465
N° 77 Loi modifiée n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant le Médiateur de la République.....	465
2. La liberté d'accès aux documents administratifs.....	468
N° 78 Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.....	468
10. Les libertés collectives.....	471
1. La liberté d'association.....	471
N° 79 Loi du 1 ^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.....	471

N° 80 Loi du 10 janvier 1936 relative sur les groupes de combat et milices privées et les articles 431-13 à 431-20 du nouveau Code pénal.....	472
2. La liberté de réunion.....	474
N° 81-1 Loi du 30 juin 1881 sur les réunions publiques.....	474
N° 81-2 Loi du 28 mars 1907 relative aux réunions publiques.....	475
3. La liberté de manifestation.....	476
N° 82 Décret-loi du 23 octobre 1935 portant réglementation des mesures relatives au renforcement du maintien de l'ordre public.....	476
N° 83 La répression des attroupements et des manifestations illicites : les articles 431-3 à 431-10 du nouveau Code pénal.....	477
N° 84 La responsabilité de l'État en cas d'attroupements ou rassemblements : l'article 92 de la loi du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État.....	478
4. La liberté syndicale.....	479
N° 85 Les articles L. 412-1 et L. 412-2 du Code du travail.....	479
5. Le droit de grève.....	480
N° 86 L'article L. 521-1 à 521-6 du Code du travail.....	480
N° 87 L'article 10 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 sur les droits et les obligations des fonctionnaires.....	481
6. La liberté du commerce et de l'industrie.....	482
N° 88 Loi du 2-17 mars 1791 portant suspension de tous les droits d'aides de toutes les maîtrises et jurandes et établissements des droits de patente.....	482
7. La démocratie locale.....	483
N° 89 Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions (extraits).....	483
N° 90 Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 sur l'administration territoriale de la République (extraits).....	483
11. Les droits au transport, au logement ou à la ville.....	487
N° 91 Loi n° 92-125 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs (extraits).....	487
N° 92 Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement (extraits).....	488
N° 93 Loi d'orientation pour la ville n° 91-682 du 31 juillet 1991 (extraits)	488
12. Les libertés publiques et les pouvoirs de crise.....	491
1. L'état de siège.....	491
N° 94-1 Loi du 9 août 1849 sur l'état de siège.....	491
N° 94-2 Loi du 3 avril 1878 relative à l'état de siège.....	493
2. L'état d'urgence.....	494
N° 95 Loi n° 55-385 du 3 avril 1955 instituant un état d'urgence.....	494